

*Le budget—M. Baker*

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur un passage du budget qui traite de la création d'emplois. Malheureusement, il semblerait qu'un petit groupe de conservateurs, au sens courant du terme, ait adopté une certaine attitude, attitude reprise par l'ensemble du parti progressiste conservateur, selon laquelle la création directe d'emplois est une chose superflue. Autrement dit, il faudrait bannir ce genre d'initiative. Je ne peux comprendre un tel raisonnement. Je ne pourrai jamais comprendre comment on peut être assez étroit d'esprit et indifférent au sort des autres au point de préconiser des mesures aussi radicales. Pourtant, c'est ce que défend le parti progressiste conservateur. De passage au pouvoir, les conservateurs ont tout balayé. Ils ont tout jeté par la fenêtre. C'est l'infâme ministre des Finances conservateur qui a supprimé d'un trait la création directe d'emplois—quelqu'un a dit de lui que si la matière grise était de la dynamite, il n'aurait pas de quoi exploser. Il est une réalité commune à toutes les régions non industrialisées, aux provinces pauvres, aux régions rurales, c'est que l'entreprise privée ne peut y créer de l'emploi. Il n'y a pas d'entreprises privées, alors comment peuvent-elles créer de l'emploi?

Par ailleurs, les gouvernements provinciaux y consacrent bien peu de ressources. Il n'y a pas de programme, pas de sources de financement accessibles aux régions rurales. Celles-ci ont pourtant droit aux services essentiels dont jouissent les citoyens des autres régions du Canada. Elles ont le droit d'avoir un centre communautaire. Prenez par exemple les régions à fort taux de chômage où le travail est saisonnier. C'est le cas pour plusieurs régions de notre pays, dans le secteur des pêches par exemple. Supposons que la pêche ait été désastreuse comme ce fut le cas l'an passé à Terre-Neuve. Et même s'il n'y avait pas échec, l'abolition des programmes de création directe d'emplois signifie qu'il n'y aurait pas d'emplois dans ces régions, pas le moindre. Elle signifie également que pas une seule localité n'obtiendrait de quai, de centre communautaire, de chafaud collectif ou de réseau de distribution de l'eau. Quel sorte d'animal, vu la réalité politique d'aujourd'hui, serait assez cruel et indifférent pour préconiser l'abolition de ces mécanismes de financement? Pourtant, il se trouve toujours quelqu'un à la Chambre pour évoquer cette possibilité. Il se trouve toujours quelqu'un dans différents milieux pour l'évoquer. Que dire des ronds-de-cuir soi-disant spécialistes qui se prélassent dans leur fauteuil? Ils ont réussi à convaincre leurs collègues progressistes conservateurs que ces programmes doivent cesser. Les pauvres des régions rurales ont bien de la chance que le gouvernement libéral actuel ait conservé tels quels les programmes de création directe d'emplois.

Au lieu simplement d'en rester là, le gouvernement devrait selon moi prendre une initiative toute nouvelle et dépenser des centaines de millions de dollars de plus dans le cadre des programmes d'emploi d'été pour les étudiants et du programme Canada au travail. Je n'hésite pas à parler de programmes de relance économique. Un programme de relance économique dans une localité comme celle de Dark Hole en vue de la construction d'une cale de lancement coûterait \$14,000. Que pensez-vous d'un programme de relance économique à Herring Neck, dans ma circonscription? L'installation d'une conduite d'eau coûterait \$89,000. Que pensez-vous également d'un programme de relance économique à Whale's Gulch? L'installation d'une conduite d'eau, au coût de \$100,000, permettrait

aux enfants de cette localité de boire pour une fois dans leur vie de l'eau potable.

Je demanderai à ceux qui poussent la cruauté, la barbarie et l'impiété jusqu'à préconiser l'abolition des programmes de création directe d'emplois s'ils aimeraient être à la place d'un certain nombre de pères de familles qui s'agenouillent le soir au pied de leur lit pour prier le Seigneur de leur donner, dans le cadre du programme Canada au travail, un emploi qui leur permette de gagner \$180 par semaine pour nourrir leurs enfants. J'aimerais demander à ce même soi-disant spécialiste s'il aimerait compter pour vivre sur les chèques de bien-être de Terre-Neuve où ils sont le moins élevés du Canada. Celui qui est en chômage et qui a cinq enfants de plus de 18 ans ne touche pas un sou pour eux. Aimerais-il se trouver à la place d'une veuve qui ne touche que \$278 par mois? C'est ce même soi-disant spécialiste qui préconise l'abolition des programmes de création directe d'emplois dans les régions rurales où sévit normalement le chômage qui voudrait également qu'on interdise aux habitants de Terre-Neuve de se livrer à la chasse au phoque! Encore une fois, vous pourriez vous mettre à la place de douzaines de mes électeurs qui, cette semaine, marchent ou rampent sur la glace, la tête recouverte d'un drap ou d'un sous-vêtement blanc, pour essayer de tuer un phoque afin de nourrir leurs enfants affamés. Certains d'entre eux touchent moins de \$100 par semaine en prestations d'assurance-chômage. La liste de ces cas est interminable.

Nous devrions avoir la charité de répéter la prière suivante des Indiens sioux:

Oh Grand Esprit, ne me laisse pas juger et critiquer un homme tant que je n'ai pas chassé ses mocassins pendant deux semaines.

Tâchons de nous la rappeler quand nous jugeons les programmes de création directe d'emplois.

En conclusion, quand leurs voyages dans le Sud leur en laisseront le temps, les députés ministériels de Terre-Neuve chausseront j'espère, les mocassins des chômeurs de la côte nord-est de Terre-Neuve.

**Le président suppléant (M. Herbert):** Nous avons une période de dix minutes réservée aux questions et observations.

**M. Doug Lewis (Simcoe-Nord):** Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir prendre part au débat du budget présenté le 15 février 1984 par le ministre des Finances (M. Lalonde), et de pouvoir faire connaître les opinions de mes commettants de Simcoe-Nord. Au cours de mon intervention, je vais attirer l'attention de la présidence sur les éléments du budget qui tiennent compte des intérêts de mes électeurs, sur ceux qui ratent leur but, et j'espère pouvoir faire certaines suggestions positives.

L'économie de Simcoe-Nord présente à l'heure actuelle un trait intéressant: j'y constate en effet un sentiment de confiance au sein du milieu de la petite entreprise. Les Canadiens font manifestement preuve de ressort. Le milieu de la petite entreprise a repris du poil de la bête et affiche un optimisme prudent. Les petites entreprises de Simcoe-Nord ont survécu à la récession libérale responsable des taux d'intérêt élevés, des faillites d'exploitations agricoles et de petites entreprises et d'un chômage sans précédent. Elles reprennent confiance en elles, mais je tiens à dire aux ministériels que cette confiance ne s'étend pas au gouvernement. Tous les habitants de Simcoe-Nord me demandent quand les élections fédérales seront